

Des collectifs demandent un moratoire sur les projets de centres commerciaux et logistiques

6 juillet 2020



Lundi 6 juillet, 68 collectifs locaux d'habitants de toute la France mobilisés contre des projets de zones commerciales ou entrepôts de e-commerce ont adressé une lettre ouverte au Président de la République. Une semaine après son allocution à la Convention citoyenne pour le climat au cours de laquelle il s'est déclaré favorable à un moratoire sur les équipements commerciaux, les citoyens exigent l'application « *immédiate et sans restriction* » de la promesse présidentielle.



Lettre ouverte à
Emmanuel Macron

Il y a une semaine, les 150 citoyens de la Convention Citoyenne pour le Climat avaient jugé qu' « *il est nécessaire de prendre immédiatement des mesures coercitives pour stopper les aménagements de zones commerciales périurbaines très consommatrices d'espace* ».

En France ce sont plus d'une cinquantaine de zones commerciales et d'entrepôts de e-commerce en gestation qui sont concernées. « *Rapidement après l'allocution du Président de la République, 68 collectifs citoyens mobilisés face à ces infrastructures sur leur territoire ont décidé d'unir leur voix pour préserver des emplois de proximités, protéger la biodiversité et limiter les émissions de gaz à effet de serre et l'artificialisation des sols dans leur localité* », expliquent les associations Notre Affaire à Tous et Les Amis de la Terre. « *Ces citoyens et citoyennes qui ont en commun de se battre tous les jours pour mettre fin à ces projets se sont unis afin d'obtenir dans les plus brefs délais la mise en place d'un moratoire ambitieux et cohérent.* »

Les signataires précisent que 26.000 emplois des commerces non alimentaires seront détruits en 2020, « *car l'e-commerce qui détruit deux fois plus d'emplois qu'il n'en crée, déstabilise le secteur depuis des années* ». Ils rappellent enfin que de nombreux projets sont avancés et qu'une dizaine d'entre eux pourraient être autorisés dans les prochaines semaines, tel que le centre de tri Amazon à Belfort. En Ile-de-France, les travaux pourraient même commencer pour étendre le centre commercial Rosny 2.

Les 68 collectifs craignent que d'ici à ce que la mesure soit adoptée, l'Etat valide les projets en cours d'étude, limitant très fortement la portée de la décision future. Ils demandent par conséquent un gel des autorisations environnementales délivrées jusqu'à ce que la mesure soit votée.

Des rassemblements sont par ailleurs organisés devant les différentes préfectures de

France à partir d'aujourd'hui et pendant les jours et semaines à venir.

- **Source :** [Les Amis de la Terre et Notre affaire à tous](#).
- Photo : Entrepôt Amazon à Sevrey (Saône-et-Loire), janvier 2019 (© Alexandre-Reza Kokabi/*Reporterre*)

- Emplacement : Accueil > Brèves >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Des-collectifs-demandent-un-moratoire-sur-les-projets-de-centres-commerciaux-et>